

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°759 / 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2023

Au premier trimestre 2023, la reprise économique amorcée en 2022 montre quelques signes d'essoufflement en raison de l'inflation. Bien que les niveaux d'activité continuent de croître, la consommation des ménages et l'investissement privé ralentissent. Sur le front de l'emploi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFMA) diminue, mais la croissance des effectifs du secteur privé ralentit et le nombre d'offres d'emploi se réduit. Néanmoins, les professionnels interrogés constatent une amélioration de leur trésorerie grâce à l'augmentation des prix pour compenser la hausse des charges d'exploitation. À l'échelle sectorielle, tous les secteurs, à l'exception du tourisme, montrent des signes de ralentissement. Le secteur du commerce subit particulièrement la baisse de la consommation, tandis que le secteur du BTP continue de faire face à la hausse des prix des matériaux, ce qui pèse sur les chantiers.

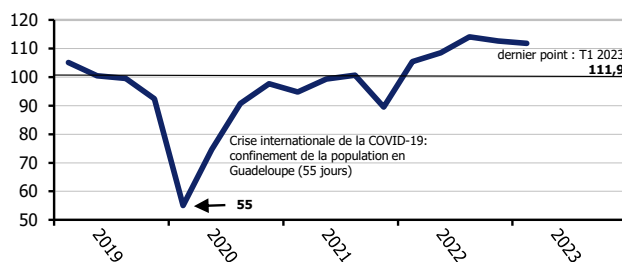
En ce qui concerne les perspectives à court terme, les chefs d'entreprise n'anticipent pas de changements significatifs au cours du deuxième trimestre 2023. Ils redoutent une nouvelle augmentation de leurs charges d'exploitation, mais espèrent maintenir leur trésorerie en procédant à de nouvelles hausses de prix, bien que celles-ci devraient être moins importantes que celles des mois précédents.

Une conjoncture encore bien orientée, mais qui montre des signes de ralentissement

Le climat des affaires recule, mais reste à un niveau élevé

Au 1^{er} trimestre 2023, l'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue de 0,8 point sur trois mois, à 111,9 points, mais reste bien au-dessus de sa moyenne de longue période. Les professionnels interrogés perçoivent une progression un peu moins rapide de leur activité. Leurs charges d'exploitation continuent de se dégrader, sous l'effet de la hausse des prix. Toutefois, ils notent, pour la première fois depuis mi-2021, que leur trésorerie ne se dégrade plus. Selon eux, l'allongement des délais de paiement semble enfin marquer le pas.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)

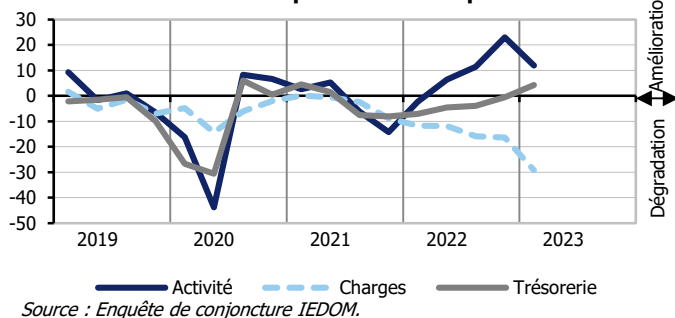


Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

L'activité ralentit

Au cours des trois premiers mois de l'année, les chefs d'entreprise constatent une croissance moins soutenue par rapport au quatrième trimestre 2022. Ils font face à des difficultés croissantes de la part de leur clientèle en raison de l'inflation. Parallèlement, l'inflation continue d'impacter leurs charges d'exploitation. Afin de maintenir leur trésorerie, ils poursuivent la réévaluation de leurs tarifs. Malgré ces défis, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises ne montrent pas de détérioration significative : le nombre d'impayés sur effets de commerce (113 impayés) diminue de 17,5 % sur une période de trois mois, et le nombre de défaillances cumulées sur 12 mois baisse de 1,5 % par rapport à fin 2022. Toutefois, après la « pause » pendant la pandémie, le niveau de ces dernières a retrouvé celui d'avant-crise sanitaire.

Soldes d'opinion des entreprises



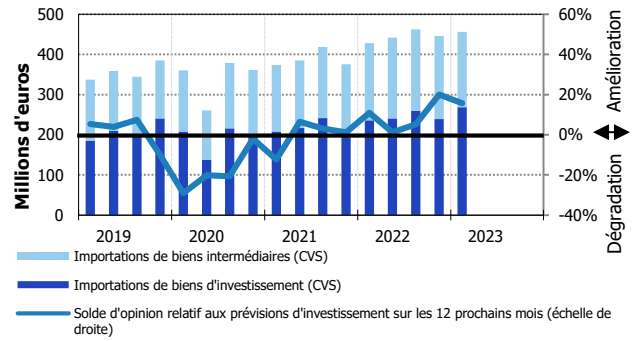
Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

Des investissements en perte de vitesse

Au 1^{er} trimestre 2023, l'investissement privé décélère.

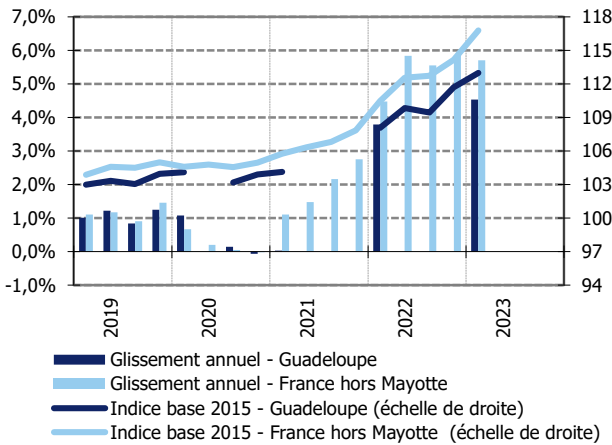
Les importations de biens intermédiaires diminuent de 9,3 % (CVS) en valeur sur trois mois. En glissement annuel, les immatriculations de véhicules utilitaires reculent sur trois mois (-8,2 %). Sur le plan financier, l'encours des crédits à l'équipement des sociétés non financières diminue entre décembre 2022 et mars 2023 (-1,6 %), dans un contexte de remontée des taux d'intérêt : les taux moyens de ce type de prêts s'établissent à 3,56 % au 1^{er} trimestre, alors qu'ils étaient de 3,34 % fin 2022. Les professionnels interrogés prévoient tout de même d'accroître leurs investissements durant les 12 prochains mois, mais à des niveaux moins élevés que prévu trois mois plus tôt.

Indicateurs de l'investissement privé



Sources : Douanes, IEDOM.

Indice des prix à la consommation



Source : Insee.

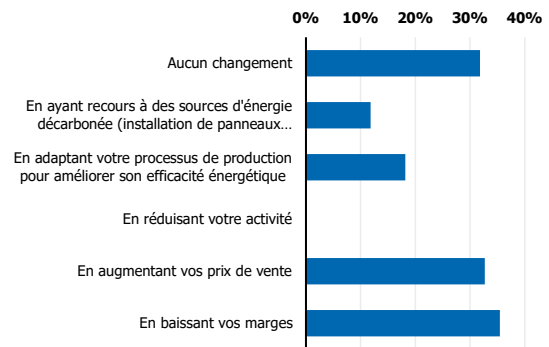
Face à l'augmentation de leurs charges d'exploitation, les chefs d'entreprise interrogés font part d'une hausse de leurs prix de vente dans l'ensemble des secteurs. Dans le détail, ils sont près de deux tiers à avoir mis en place une stratégie spécifique afin d'atténuer l'effet de la hausse des prix de l'énergie. Pour limiter l'impact de cet accroissement de leur facture énergétique, ils ont principalement augmenté leurs prix de vente (33 % des répondants), mais ont également réduit leurs marges (35 %). Enfin, 18 % des chefs d'entreprise interrogés confirment avoir adapté leur processus de production en privilégiant l'efficacité énergétique.

Une inflation plus modérée

À fin mars 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 113 points, soit une hausse moins importante qu'au précédent trimestre (+1,1 % sur trois mois, après +2,1 %).

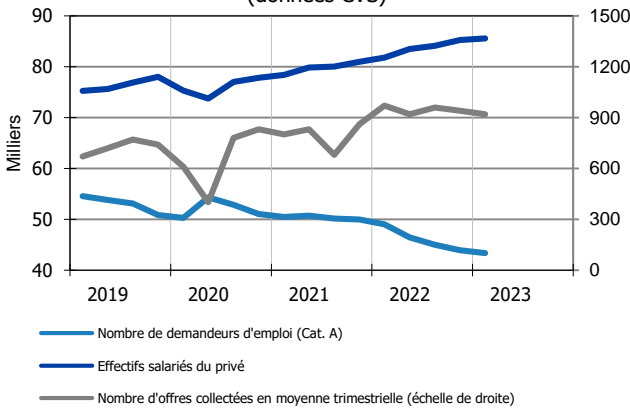
En France (hors DROM), l'IPC s'établit à 116,8 points (+2,3 %). Ce sont les prix de l'alimentation et des produits manufacturés qui tirent à la hausse l'indice en Guadeloupe (respectivement +3,2 % et +1,4 %). Les prix des services progressent plus légèrement (+0,8 %). En parallèle, les prix de l'énergie reculent de 1,2 % : les prix des produits pétroliers, notamment ceux du gazole, sont en baisse ce trimestre.

Stratégies des chefs d'entreprises pour faire face à l'inflation énergétique



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

DEFM A et effectifs salariés du privé (données CVS)



Source : DIECCTE, ACOSS.

Un marché de l'emploi bien orienté, mais sous tension

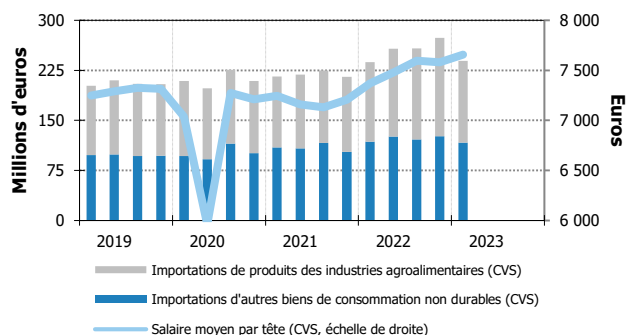
À fin mars 2023, les indicateurs du marché de l'emploi évoluent en demi-teinte.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue de plus de 500 personnes, soit -1,3 % (CVS) sur trois mois, s'établissant à 43 360 personnes. Toutefois, le nombre moyen d'offres d'emplois par mois diminue de 2,1 % (CVS), à 920 offres. Par ailleurs, la croissance des effectifs salariés du secteur privé ralentit : ils s'établissent à 85 545 personnes (+0,3 % après +1,3 % au trimestre précédent, CVS). Les professionnels interrogés prévoient tout de même d'augmenter leurs effectifs au prochain trimestre.

La consommation des ménages fléchit

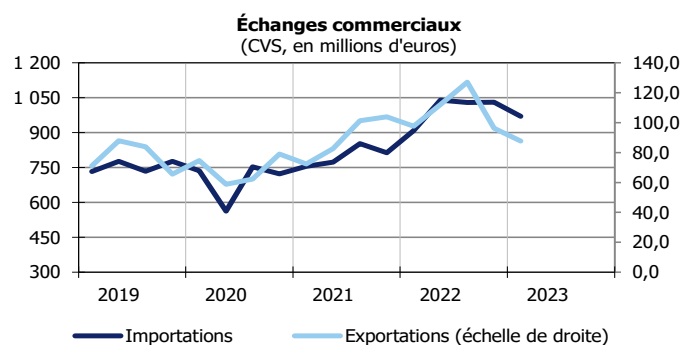
Au 1^{er} trimestre 2023, la consommation des ménages marque le pas. Les importations de biens de consommation durables et non durables reculent respectivement de 1,7 % (CVS) et de 12,5 % (CVS). En particulier, les importations des produits de l'industrie agroalimentaire diminuent (-17 % CVS sur trois mois). En parallèle, le taux moyen des crédits à la consommation en Guadeloupe progresse de nouveau, à 5,23 % au 1^{er} trimestre (+0,64 point sur trois mois), et leur encours augmente légèrement sur le trimestre (+1,3 %).

Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, URSSAF, IEDOM.

La détérioration de la balance commerciale subsiste



Source : Douanes, CVS IEDOM.

Entre décembre 2022 et mars 2023, la balance commerciale se détériore avec une baisse des exportations de 8,9 % (-26,5 % au trimestre précédent, données CVS). Les exportations de biens d'investissement enregistrent une chute significative de 38,8 % (données CVS), mais les réexpéditions de produits pétroliers atténuent cette baisse avec une augmentation de 17,3 % (données CVS). En excluant l'énergie, les exportations diminuent de 13,3 %.

Les importations diminuent quant à elles de 5,9 % en valeur ce trimestre, principalement en raison du recul des importations d'énergie (-16,1 %, données CVS) et des importations de biens de consommation non durables (-12,5 %, données CVS). Les

importations de biens intermédiaires diminuent également de 9,3 % (données CVS).

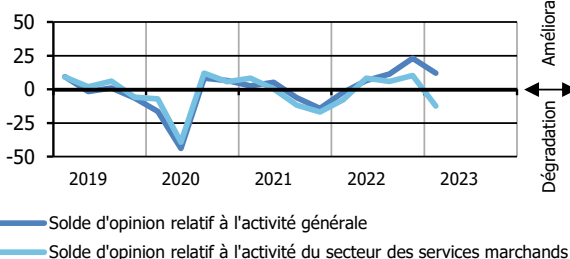
Sur une base annuelle, les exportations reculent de 10,3 % (données CVS), tandis que les importations augmentent de 6,7 % (données CVS). Cependant, cette hausse correspond largement à un « effet prix » lié à l'inflation.

L'activité ralentit dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui du tourisme

L'activité des services marchands fragilisée

Au cours du premier trimestre 2023, le secteur des services marchands (hors tourisme) connaît une détérioration de son activité pour la première fois en un an. Les chefs d'entreprise soulignent une augmentation de leurs charges d'exploitation, ce qui limite leurs capacités d'investissement. Dans ce contexte, les prévisions indiquent une stabilité du niveau d'activité pour le prochain trimestre.

Activité du secteur des services marchands

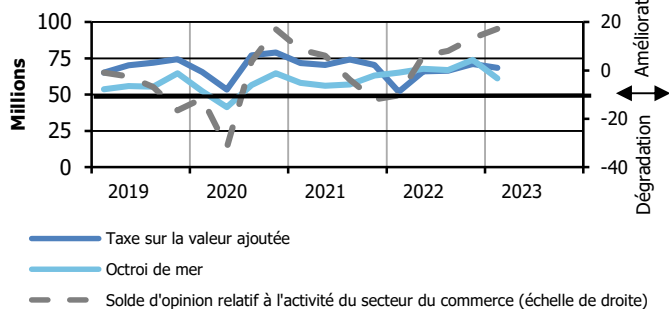


Source : DGFIP, IEDOM.

La baisse de la consommation pèse sur le commerce

L'activité du secteur du commerce montre des signes de ralentissement, face à l'essoufflement de la consommation des ménages. L'octroi de mer collecté atteint 61 millions € (-6,3 % sur un an). En effet, les importations de biens de consommation reculent sur 3 mois (-10,8 %, CVS). Sur le plan financier, les chefs d'entreprise du secteur se plaignent du poids croissant de leurs charges d'exploitation et d'une dégradation de leur trésorerie. Toutefois, ils estiment que l'activité du secteur conserve encore une dynamique orientée à la hausse.

Activité du secteur du commerce

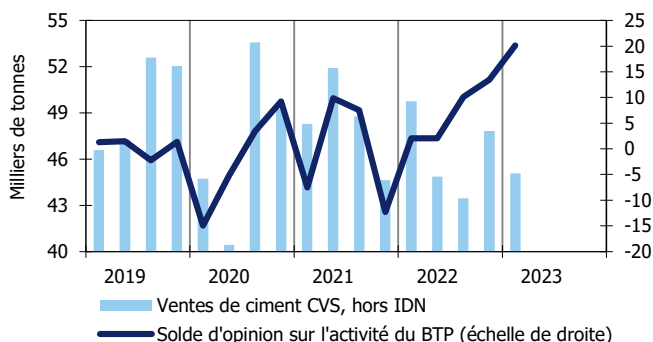


Source : DGFIP, IEDOM.

Le secteur du BTP fragilisé

La situation des entreprises du secteur du BTP reste fragile. Au premier trimestre 2023, les chefs d'entreprises constatent une amélioration de l'activité et de leur trésorerie par rapport à la fin de l'année 2022. Cependant, la hausse des prix des matériaux et les difficultés d'approvisionnement constituent toujours des défis majeurs. Par exemple, les ventes de ciment diminuent de 5,7 % (données corrigées des variations saisonnières) sur une période de trois mois. Le nombre de permis de construire connaît également une baisse de 13,9 %, en raison de la politique de réhabilitation des logements en cours. Dans ce contexte, les effectifs salariés restent stables (+0,2 %). En ce qui concerne les crédits immobiliers et à l'habitat, ils connaissent une évolution peu significative sur le trimestre (+0,1 %), mais demeurent à un niveau élevé sur une base annuelle (+7,1 %).

Ventes de ciment et activité du BTP

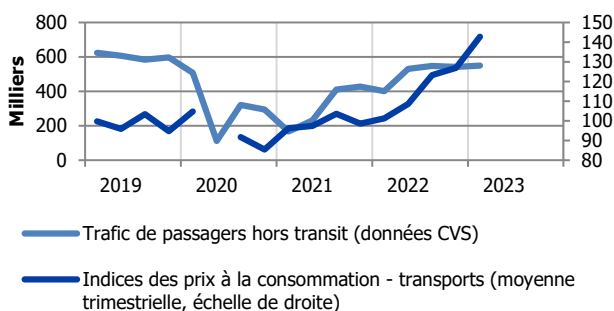


Sources : IEDOM, Lafarge Ciments Antilles.

De bonnes perspectives touristiques

Au 1^{er} trimestre 2023, l'activité touristique continue de se redresser. Le nombre de passagers hors transit et le nombre de nuitées dans l'hôtellerie progressent légèrement (respectivement +1,4 % et +1,1 %, CVS). Par ailleurs, à l'arrêt depuis le début de la pandémie, la reprise des croisières entamée au dernier trimestre 2022 se poursuit : 192 674 croisiéristes en transit sont enregistrés sur les trois premiers mois de l'année, soit trois quarts de l'affluence à la même période en 2019. Globalement, les professionnels du secteur s'attendent à retrouver des niveaux d'avant crise sanitaire, dès cette année. Toutefois, ils n'écartent pas un impact négatif de la hausse éventuelle des prix des billets d'avion, sur la fréquentation de l'île.

Trafic de passagers et prix des transports



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, Insee.

Une légère amélioration dans le secteur des industries

Dans les industries (hors IAA), les professionnels interrogés notent une progression de l'activité. Cependant, leur trésorerie et leurs charges se dégradent toujours, sous l'effet notamment de la hausse des prix de l'énergie. Pour faire face à cette contrainte, ils privilégient une réduction de leurs marges (43 % des répondants). Ils augmentent leurs prix de vente de manière mesurée, grâce aux stocks importants accumulés au cours de l'année 2022.

L'activité du secteur de l'IAA se détériore en raison de la hausse des prix

À fin mars 2023, l'activité du secteur des IAA est impactée par le fléchissement de la consommation des ménages. Les importations de produits des IAA reculent de 17 %, tandis que les exportations du secteur diminuent également (-7,4 %, CVS). En particulier, les exportations de rhum agricole chutent de 18 % (CVS) au cours du trimestre.

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESTE RESILIENTE MALGRE LA PERSISTANCE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

La croissance économique mondiale s'est établie à 3,4 % en 2022, selon les estimations publiées par le FMI en avril. Pour l'année 2023, la hausse du PIB devrait ralentir pour atteindre 2,8 % selon le scénario de référence du FMI. L'inflation mondiale devrait ralentir pour s'établir à 7,0 % en 2023 sous l'effet d'un recul des prix des produits de base. L'inflation sous-jacente diminuerait toutefois plus lentement. Le risque de dégradation des perspectives reste élevé, notamment si les perturbations du secteur financier, enregistrées début 2023, s'amplifient au cours de l'année. La persistance des tensions géopolitiques pourrait par ailleurs avoir de nouvelles conséquences sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie alors que la capacité des autorités budgétaires à relever de nouveaux défis est davantage limitée au regard de leurs niveaux d'endettement.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2023, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,6 % au quatrième trimestre 2022. Ce ralentissement reflète la diminution des investissements dans les stocks malgré une accélération de la croissance de la consommation privée (+0,9 % après +0,3 % au trimestre précédent). Sur l'ensemble de l'année 2023, le FMI anticipe une augmentation du PIB de 1,6 %.

Dans la zone euro, l'activité économique s'est contractée de 0,1 % au premier trimestre 2023 soit la même variation qu'au trimestre précédent. Si la baisse marquée des importations (-1,3 %) a contribué positivement à l'évolution du PIB, elle n'a pas permis de compenser entièrement la contraction de la consommation des ménages (-0,3 %) et des administrations (-1,6 %) alors que le taux d'inflation, bien qu'en baisse, reste élevé (6,9 %). Le taux de chômage continue, quant à lui, de reculer dans la zone pour s'élever à 6,5 % à fin mars 2023. Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année.

D'après l'Insee, le PIB de la France a progressé de 0,2 % après une croissance nulle au quatrième trimestre 2022. Cette évolution positive s'explique principalement par la baisse marquée des importations (-2,8 %) alors que les exportations reculent plus modérément (-0,2 %). La consommation des ménages est pour sa part restée quasi stable (+0,1 %) alors que l'investissement se replie nettement (-0,8 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,6 % en 2023. Si l'incertitude entourant cette prévision demeure, la probabilité d'une récession apparaît désormais très réduite.

Au Japon, le PIB a rebondi pour enregistrer une hausse de 0,4 % au premier trimestre 2023 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une augmentation de la consommation des ménages (+0,6 %) et de l'investissement des entreprises (+0,9 %) alors que les exportations ont très nettement reculé sur le trimestre (-4,2 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 1,3 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,9 % en 2023. L'activité serait particulièrement dynamique en Chine (+5,2 %) et en Inde (+5,9 %), à l'inverse du Brésil (+0,9 %) et de la Russie (+0,7 %) où elle serait nettement moins bien orientée.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 12 juin 2023.

PERSPECTIVES ECONOMIQUES ENCOURAGEANTES DANS LES CARAÏBES MALGRE UN LEGER RALENTISSEMENT EN 2023

Les prévisions de croissance économique dans les Caraïbes pour l'année 2023 restent positives, bien qu'elles indiquent un ralentissement par rapport à 2022.

À la **Dominique**, au premier trimestre de 2023, l'économie poursuit son redressement. Selon la Banque mondiale, la croissance du produit intérieur brut réel devrait atteindre 5 % en 2023, contre 5,8 % en 2022. Grâce à l'assouplissement des mesures liées à la crise sanitaire, l'île a retrouvé un niveau de tourisme proche de celui de 2019. En ce qui concerne l'inflation, celle-ci a fortement affecté la population en 2022, atteignant 7,5 % à la fin de décembre, mais elle devrait se stabiliser à 6,3 % en 2023. D'importants investissements publics sont prévus en 2023, notamment dans le développement de la géothermie, ce qui permettra à la Dominique de renforcer sa résilience et son autonomie énergétique.

Au premier trimestre de 2023, la **Jamaïque** affiche une bonne dynamique de croissance (4 % selon le FMI), principalement grâce à un secteur touristique bien orienté (+21,6 % par rapport à l'année précédente). Au premier trimestre de 2023, 1,8 million de touristes ont visité le pays, soit 90 % du niveau enregistré en 2019. En mars 2023, l'inflation s'élève à 6,2 % et se rapproche de l'objectif fixé par la Banque centrale (4 à 6 %).

En **République dominicaine**, le taux d'inflation ralentit au premier trimestre 2023, s'établissant désormais à 5,9 % (contre 7,8 % en 2022). Le nombre de touristes a dépassé de 11 % celui enregistré en 2019, grâce au retour des visiteurs en provenance d'Amérique du Nord (+31 % de touristes en provenance des États-Unis et +18 % de touristes canadiens). Ainsi, le FMI prévoit un niveau de croissance stable pour 2023, avec un taux de 4,2 % (contre 4,95 % en 2022). Enfin, les envois de fonds, provenant principalement des États-Unis, ont augmenté de 3,6 % par rapport à l'année précédente, atteignant 2,48 milliards de dollars.

La Banque centrale des Caraïbes orientales a révisé à la hausse la croissance économique de l'**Union monétaire des Caraïbes orientales**¹, la fixant à 8,85 % pour l'année 2022, au lieu des 6,4 % précédemment prévus. Les prévisions pour 2023 sont légèrement moins optimistes, avec un taux de croissance attendu à 5 % en 2023.

¹ Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenada, Montserrat, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Sources : FMI, Banque Mondiale, Banque Centrale de la Jamaïque, Banque Centrale des Caraïbes orientales.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : D. GORDON
Rédaction : E. ARNAUD, T. COMBET, J. GLANDOR – Éditeur et imprimeur : IEDOM